



### **Décision n° 2018-254**

autorisant une activité de prises de vues et de sons  
dans un cadre professionnel ou à des fins commerciales  
et n'autorisant pas un survol d'aéronef motorisé à moins de 1000 mètres du sol  
dans le cœur du Parc national

Le directeur de l'Établissement public du Parc national,

VU le code de l'environnement et notamment les articles L.331-4-1, L.331-26, R.331-65 et R.331-68,

VU l'arrêté ministériel du 23 février 2007 définissant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des parcs nationaux,

VU le décret n°2009-486 du 29 avril 2009, notamment ses articles 3, 12, 15 et 16,

VU le décret n°2012-1541 du 28 décembre 2012 approuvant la charte du parc national, notamment les modalités 25, 29, 30 et 34 d'application de la réglementation dans le cœur,

VU la décision n°2016-01 du 1er janvier 2016, donnant délégation permanente de signature au directeur-adjoint de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

VU la demande présentée le 13 juin 2018 par Monsieur VINCENT Théo, chargé de production pour le compte de la société de production ZED, ainsi que les éléments complémentaires transmis le 05 juillet 2018,

Considérant que la demande porte sur la mise en valeur des lieux jalonnant l'itinéraire historique de la transhumance pastorale entre la plaine de la Crau et le Piémont italien de la Stura, à travers le parcours et les personnes rencontrées par un protagoniste central – Antoine de Baecque, historien, critique artistique, écrivain et éditeur,

Considérant que l'itinéraire historique de cette « draille » incluait entre autres, des montées en alpages sur le Lausanier et que l'estive des ovins est toujours pratiquée actuellement sur ce lieu, telle qu'autorisée par la réglementation en vigueur dans le cœur du parc national,

Considérant, après lecture du scénario du documentaire, que deux séquences de tournage sont prévues dans le secteur des vallons du Lauzanier et de Parassac, incluant une rencontre avec le berger et l'éleveur gestionnaires de ces alpages,

Considérant à ce titre que le projet peut correspondre à un des cas d'autorisation possibles définis par la modalité 34 d'application de la réglementation dans le cœur, à savoir « 1° réalisation de films, reportages ou documents didactiques ou pédagogiques » liés au territoire du Mercantour,

Considérant toutefois que la demande comporte des prises de vues en drone et qu'à la date envisagée du tournage, de nombreuses espèces protégées d'oiseaux et de mammifères sont encore en période d'élevage des jeunes (Aigle royal, Accenteur alpin, Traquet motteux, Pipit spioncelle, Pie-grièche écorcheur, Niverolle alpine, Monticole de roche, Bouquetin des Alpes, Chamois, Mouflon méditerranéen...),

Considérant la présence sur la rive gauche du vallon de Parassac d'un dortoir estival occupé par des vautours fauves et présentant une grande sensibilité à tout dérangement et survol,

Considérant également qu'à cette même période, le vallon du Lauzanier est un site touristique fortement fréquenté,

Considérant que la vue d'un drone survolant ce lieux ainsi que les images aériennes incorporées au reportage peuvent générer un effet d'entraînement et favoriser l'usage de ces engins à titre individuel dans un cadre de loisir, en dépit des impacts environnementaux générés et de la réglementation en vigueur dans le cœur du parc

Considérant à ce titre qu'il convient de limiter au maximum les autorisations dérogatoires délivrées au profit de l'usage des drones notamment par le biais de plans de vols contraints,

Décide :

#### Article 1: objet

La société de production « ZED » - Zoo Ethnological Documentaries -, représentée par son directeur Monsieur CATTEAU Manul et Monsieur CARDEILHAC Pascal, réalisateur, ci-après désignés « les bénéficiaires », sont autorisés aux conditions définies aux articles suivants, à effectuer des prises de vues et de sons dans un cadre professionnel et à des fins commerciales dans le cœur du Parc national du Mercantour.

Ces prises de vues et de sons sont destinées à intégrer un documentaire sur la « Routo », itinéraire historique de transhumance entre la Plaine de la Crau, les alpages du Mercantour et de la Stura en Italie.

#### Article 2 : durée et localisation

Cette autorisation est accordée pour la période du 11 juillet au 18 juillet 2018 sur le secteur des vallons du Lauzanier et de Parassac.

Les bénéficiaires sont tenus d'informer par écrit le service territorial concerné des dates effectives de présence de l'équipe de tournage, a minima 2 jours ouvrés avant son installation sur site.

#### Contacts :

- service territorial Ubaye-Verdon  
chef de S.T - FRIBOURG Xavier ([xavier.fribourg@mercantour-parcnational.fr](mailto:xavier.fribourg@mercantour-parcnational.fr))  
adjoint « Ubaye » KLEIN Ludovic ([ludovic.klein@mercantour-parcnational.fr](mailto:ludovic.klein@mercantour-parcnational.fr))

#### Article 3 : prescriptions particulières aux effectifs du tournage

Dans le cœur du Parc national du Mercantour, l'effectif de l'équipe de tournage est limité à 4 personnes maximum toutes catégories comprises (techniciens, réalisateur, acteurs / protagonistes etc.):

Article 4 : prescriptions particulières liées aux prises de vues et de sons réalisées à l'aide de moyens techniques terrestres

4.1. Les prises de vues devront être organisées de telle sorte qu'elles n'occasionnent aucun dérangement de la faune sauvage, ni dégradation des sols et végétations de quelque manière que ce soit.

A ce titre :

- l'utilisation de groupe électrogène est interdite ;
- la recherche et la poursuite de toute espèce animale sont interdites ;

4.2. Les prises de vues nocturnes en extérieur sont autorisées sous réserve de n'utiliser aucun appareil d'éclairage artificiel, hors éclairage portatif individuel autonome.

4.3. Les bénéficiaires sont tenus de ne pas réaliser de placement de produits ou services commerciaux dans les prises de vues réalisées dans le cœur du parc.

Article 5 : prescriptions particulières liées aux prises de vues et de sons réalisées à l'aide de moyens techniques aériens

Le survol d'un drone (aéronef télépiloté sans personne à bord) ou de tout autre aéronef destiné à la prise d'images et de sons est interdite.

Article 6 :

6.1. La réglementation spéciale en vigueur dans le cœur du parc national s'appliquera sans réserve sur toute la durée de présence de l'équipe de tournage.

6.2. A ce titre, la présente décision ne vaut pas autorisation dérogatoire à l'interdiction de campement ni à la réglementation en vigueur dans le cœur du parc national, relative au bivouac.

6.3. Elle ne vaut pas davantage autorisation dérogatoire de circuler et de stationner en véhicule terrestre motorisé sur la piste située dans le cœur du parc national du Mercantour.

En cas de besoin, le bénéficiaire sollicitera le service territorial concerné en préalable à son arrivée sur site, afin d'obtenir cette dérogation – cf. article 2.

Article 7 : prescriptions particulières liées à l'information du public

Aux personnes éventuellement présentes sur le site durant le tournage et le sollicitant en ce sens, le bénéficiaire devra expliquer l'objectif de ses activités, et préciser qu'elles sont dûment autorisées par le directeur de l'Établissement public du Parc national du Mercantour.

Article 8 :

8.1. Les bénéficiaires sont tenus de faire figurer dans le générique du film, la mention « réalisé dans le Parc national du Mercantour, avec l'autorisation de son directeur ».

8.2. Dans un délai de 2 mois à compter de l'échéance de la présente, les bénéficiaires transmettront au siège de l'Établissement public du Parc national du Mercantour :

- une copie du film ou un lien Internet lui permettant de visionner celui-ci sans limite de durée de validité.

8.3. Toute cession à une tierce personne ou toute réutilisation des images réalisées dans le cadre de la présente n'est pas autorisée.

Article 9 :

Cette décision n'exonère pas des autres autorisations qui peuvent être requises, notamment auprès des communes, des propriétaires ou ayants-droits concernés.

Elle ne vise qu'à limiter l'impact de l'activité sur la flore et la faune sauvages, les milieux naturels et le caractère du Parc national. Elle ne peut en aucun cas être considérée comme un engagement de sécurité assuré par l'Établissement public du Parc national qui se dégage de toute responsabilité en la matière.

Les bénéficiaires en assument toute la responsabilité civile et pénale, notamment en cas d'accident.

Article 10 :

Les bénéficiaires devront présenter cette autorisation à toute réquisition d'agents de l'Établissement public du Parc national ou d'agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

Article 11 :

Le non respect de l'un de ces articles ou de l'une ou l'autre des dispositions prévues par le code de l'environnement ou dans la réglementation du Parc national, expose les bénéficiaires à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 12 :

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de l'établissement public dans un délai de trois mois à compter de son édition.

Elle peut être contestée devant le tribunal administratif de Nice dans un délai de deux mois suivant sa publication.

Fait à Nice, le 9 juillet 201



Le Directeur-Adjoint du  
Parc National du Mercantour

Laurent SCHEYER